

Présidentielle

Frustrations et tensions lors du meeting de Paul Biya à Maroua



- Samedi dernier, le chef de l'Etat a ouvert officiellement sa campagne électorale par la capitale régionale de l'Extrême-Nord.
- Des slogans anti-renouveau arborés.
- L'intégralité du discours de Paul Biya. P.5

Can 2019

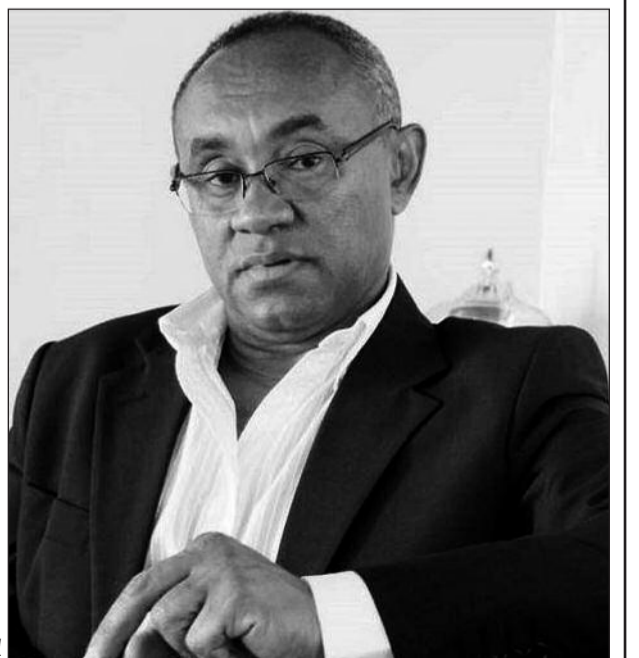
Ahmad Ahmad prédit le retrait de l'organisation au Cameroun

- * Dans une nouvelle interview, le président de la Caf tient des propos qui ne laissent plus de doute sur ce qui se prépare.
- * Des déclarations qui créent un tollé et des réactions en chaîne, dont celle de Roger Milla. Pp.10-11

NWR
**A gendarme officer
beheaded
in Tatum** P.2

**Meeting du Mrc
Maurice Kamto
appelle le Rdpc
à voter pour lui** P.4

**Anglophone crisis
Administrative
authorities halt
all activities to
secure October 1** P.4



A security officer beheaded and four Ambazonians neutralized in Tatum, Bui Division

It was an uneasy atmosphere throughout the night of Saturday breaking Sunday in Tatum, Nkum sub Division, Bui division of the North West region. Our source say violent confrontation between the Ambazonians and the defence forces created panic and confusion among the denizens.

The source said that a gendarme was beheaded in his house in this locality pushing the army and the defence forces to go after the perpetrators. At the end of the operation, we are told, 4 secessionists were reneutralized.

We are told that huge

material damage was also registered. Shops were burned down, some houses that served as hideouts for the secessionists completely destroyed meanwhile the village has been deserted as people left for safer localities.

Bui Division has increasingly been serving as a battleground and hideout of the secessionists. This is not the first time a gendarme has been killed in this division, were member the killing of gendarme major, Djonlay Bienvenu on November 6, 2017 in Jakiri and the killers later apprehended in Misaje, Donga Mantung Division.

By Amos Muang Nsah



Tatum in flames

Mbalmayo

Une campagne « biyaïste » au-delà des logiques tribales

La présidente de l'association camerounaise des Bayam sallam de Yaoundé (Asby) a réuni toutes les composantes sociologiques autour du président sortant Paul Biya.

Après l'hôtel de ville de Yaoundé, la présidente de l'association des Bayam Sallam de Yaoundé (Asby) a choisi le département du Nyong et So'o pour porter la voix de son candidat, le président Paul Biya : notamment Mbalmayo et ses environs. Pour Marie Mbala Biloa, pas question de faire la place à un autre candidat que le sien.

Mototaximen d'origine Bamiléké, Béti, Bamoun ou autres, c'est d'une seule voix qu'ensemble ils ont promis un vote à « 200% » au président Biya qui, dans la foulée, ouvrait son meeting dans la région de l'Extrême-Nord. En tout cas, Marie Mbala Biloa, la présidente de l'Asby, à ce moment particulier de la vie de la Nation est résolue à en-

granger le maximum de voix possibles.

En se satisfaisant de toute la mobilisation populaire à la place des fêtes et dans les rues habillées aux effigies du Nnom Ngui et de son parti politique, c'est une immersion au cœur d'une foule qui arborait les symboles du parti au pouvoir que l'on retient les chants et danses en faveur du candidat Biya, avec des slogans de type : « tous derrière notre président Paul Biya », « Biya oyé », « tous à l'élection du 07 octobre ». Notons que Marie Mbala Biloa tient cet activisme depuis son jeune âge après avoir choisi de faire dans le commerce afin de subvenir à ses besoins. Elle est de celles qui exigent une meilleure situation des femmes commerçantes ou « bayam-sellam » à travers l'association créée en 2004 avec



En pleine mobilisation populaire

l'objectif de revaloriser les femmes dynamiques. Depuis 2013, cette association regroupe les acteurs de la production et de la

commercialisation des biens agricoles et du secteur informel de manière générale via le Forum national d'échanges entre les

Bayam-Sellam et les autres Acteurs du Secteur Informel (FEBASI).

Hervé Ndongbong

Juridictions de l'Adamaoua

Le train de la modernisation sur les rails

En visite de travail le 27 septembre 2018 à Ngaoundéré, le secrétaire général du ministère de la justice, Fonkwe Joseph Fongang, a marqué son satisfecit du chantier de construction de la cour d'appel et du tribunal administratif et a prescrit au personnel l'impartialité et la célérité dans les procédures judiciaires.

Ce sont des bâtiments flambant neufs de la cour d'appel et du tribunal administratif de Ngaoundéré que vient de visiter le secrétaire général du ministère de la justice le 27 septembre 2018. Le bâtiment de la cour d'appel est un joyau architectural qui s'impose par son architecture au cœur de la ville, vient pallier les difficultés d'infrastructures et améliorer le cadre de vie du personnel de la justice. Ce bâtiment R+1, doté de plusieurs bureaux entièrement occupés par le personnel, d'une grande salle d'audience et du parking, ne cesse de susciter la curiosité des passants. En faisant le tour du propriétaire, Fonkwe Joseph Fongang s'est félicité de la qualité des travaux et du standing des bureaux qui viennent redonner une nouvelle image de la justice. « Cette descente dans les services déconcentrés du ministère de la justice de l'Adamaoua, m'a permis d'inspecter les chantiers de construction, de voir les conditions de travail du personnel judiciaire et d'apprécier la qualité de la justice rendue par les ma-



Pendant la visite

gistrats. Après le tour du chantier, je note avec grande satisfaction que la première phase des travaux de la cour d'appel de Ngaoundéré a été bien exécutée.

Le bâtiment de la cour d'ap-

pel est achevé et occupé, même celui du tribunal administratif», s'est réjoui le secrétaire général du ministère de la justice, Fonkwe-Joseph Fongang. La deuxième phase des travaux devra s'achever dans les

prochains mois, assure-t-il. Il s'agit des travaux de finition de la toiture, de la construction des caniveaux et de la pose des pavées dans la cour. Pour la directrice des affaires générales au ministère de la justice, Marie

Ebella Noah, les chefs de juridictions doivent prendre des dispositions pour assurer l'hygiène, la salubrité et la sécurité des bâtiments qui abritent leur service.

Louis Baassid

Bertoua

Les chantiers C2D en marche

Le ministre de l'habitat et du développement urbain vient de procéder au lancement officiel desdits travaux.

U'Nous sommes ici, ce jour, pour marquer le démarrage effectif des travaux de la voirie urbaine de la ville de Bertoua dans le cadre du C2D urbain", a déclaré le Jean Claude Mbwentchou. Le ministre de l'habitat et du développement urbain était l'hôte des populations de la région de l'Est. Jean Claude Mbwentchou, qu'accompagnait le ministre Joseph Lé a procédé au lancement officiel des chantiers C2D et

ensuite visité et évalué les travaux déjà en cours d'exécution, à l'instar des ateliers municipaux et des travaux de construction de 100 logements sociaux inscrits dans le Planut. Durant sa visite d'évaluation des travaux des ateliers municipaux, Anicet Tialeu, ingénieur de suivi du C2D, a présenté à l'autorité le niveau d'avancement des travaux qui ont demandé le 03 janvier dernier. A ce jour, le taux d'exécution des travaux est estimé à

plus de 94%, pour une consommation de délai de près de 96%. Ces travaux qui sont prévus pour une durée de 09 mois, pourraient être livrés le 15 octobre prochain.

Après la visite des logements sociaux, le ministre a poursuivi son périple à la base Sogea/Satom/Mag à Kano et la carrière de Ngamboula dans l'arrondissement de Mandjou. Avant de procéder au lancement officiel des travaux de la voirie urbaine et drai-

nage de la ville de Bertoua. Selon Alain Dogoua, coordonnateur du programme C2D capitale régionale à Bertoua, " ce projet, instruit par le chef de l'État, est la matérialisation d'un ambitieux programme initié en faveur des populations de la ville de Bertoua. Il est estimé à environ 21,7 milliards de francs CFA. Pour la réalisation de cet important projet, un appel d'offres international ouvert a été lancé dans l'optique de retenir une entreprise

détenant à la fois, une forte capacité technique et une bonne assise financière pour réaliser des travaux de cette envergure, a déclaré Jean Claude Mbwentchou. C'est au terme de la procédure d'attribution que le groupement d'entreprises Sogea-Satom de nationalité française et Mag SARL de nationalité camerounaise ont été adjudicataires du marché pour un délai de 24 mois.

Bossis Ebo'o

Meeting du Mrc

Maurice Kamto appelle le Rdpc à voter pour lui

C'est une main tendue de Maurice Kamto aux autres personnalités publiques, alors que l'idée d'une coalition s'effrite.

Maurice Kamto défend l'idéal d'un Cameroun nouveau et renaissant au regard des critiques qui fusent à l'endroit du régime actuel. Il était face à une marée humaine avec à ses côtés le « général » Valsero, artiste musicien de Hip hop qui a décidé de le soutenir, Penda Ekoka, conseiller du chef de l'Etat qui a rejoint le Mrc et Paul Eric Kingué, anciennement en prison pendant huit ans et qui est aujourd'hui le directeur de campagne de Maurice Kamto. Dans la foulée, l'ancien Lion indomptable, Jules Nyonga qui a donné le coup de pied au ballon qui a atterri sur les populations. C'est aussidans cette optique que Maurice Kamto a, une fois de plus, appelé les autres membres de l'opposition à se rallier à sa cause lors de son meeting du 30 septembre 2018. Clairement, il a invité Serge Espoir Matomba à le rejoindre,

lui dont l'accident du bus de campagne a fait le tour des réseaux sociaux. Dans la même logique, Maurice Kamto a appelé les militants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) à le rejoindre, «de ne pas avoir peur du changement». «Le temps est venu, je suis prêt à être le troisième président de la République», « nous sommes prêts à diriger le pays, nous avons les solutions». D'ailleurs, « avant Biya il y avait la paix, et après Biya, il y aura la paix», rassure le président du Mrc.

Promesses électorales, réactions et consignes de vote

Le temps du rassemblement était également le temps de l'annonce des chantiers à venir. Le premier étant celui d'un décret sur la déclaration des biens. Dans la foulée, le président du Mrc précise qu'il continuera à lutter contre « le



A l'esplanade du stade omnisport Ahmadou Ahidjo

cancer » dénommé « tribalisme » contre lequel il s'est toujours battu au même titre que le favoritisme qu'il n'a pas fait bénéficier à sa propre progéniture. Lors de ce même meeting, Julie Kamto, l'épouse controversée du candidat à cause d'une prétendue par-

ticipation a profité de l'occasion pour indiquer qu'elle n'a pas le don d'ubiquité qu'on lui confère. Au contraire, elle a toujours été aux côtés de son mari depuis le début de la campagne. Au rang des consignes de vote, le directeur de cam-

pagne a appelé les militants, les sympathisants du Mrc et tous les camerounais à sécuriser leur vote en veillant à ce que les cas de tricherie n'existent plus. En attendant le 07 octobre, la campagne suit son cours.

Hervé Ndongong

Administrative authorities across Anglophone regions take measures to frustrate Ambazonians plans of celebrating October 1

A total halt of activities across the regions has been imposed as a measure to guarantee security.

The movement of persons from one sub division to another within the North West region has been completely banned by the Governor of the North West region, Adolphe Lele Lafrique adding to the dusk to dawn curfew earlier imposed. The movement restriction that went effect yesterday Sunday September 30, 2018 ends today. The governor's decision also stipulates that during this 48hour ban, public gatherings and assembly of more than 4 persons is strictly forbidden. All off licenses, snack bars and night clubs are not supposed to operate, motor parks closed and circulation of motorbikes completely suspended. The decision therefore entails even those campaigning for the pre-

sidential election can carry out their political meetings. A similar decision has been taken by the Divisional officers of Limbe I and III and that of Buea in the South West region within the same time frame, which is from Sunday September 30 to October 1, 2018. It has been regarded as a means to frustrate any plan by the secessionists to commemorate October 1, the historical date in these regions. But according to the various decisions of the administrative authorities, the measures have been taken as a result of the persistent threats from secessionist activists to carry out atrocities this Monday. It intends to guarantee the safety and security of the citizens and properties before and after October 1.

By Amos Muang Nsah



Adolphe Lele Lafrique

Maroua

Les frustrations créées par la visite de Paul Biya

Des élèves et des étudiants ont été mobilisés et ont dû sécher de longues heures le dur soleil de l'Extrême Nord, pour accueillir le chef de l'Etat, qui en guise de remerciements, les a gratifiés au passage d'un sourire et d'un salut présidentiel.

Le président sortant, Paul Biya, a tenu le samedi 29 Septembre 2018 son tout premier meeting de campagne en vue de l'élection présidentielle du 7 octobre prochain, face à des milliers de militants des villes et villages de la région de l'Extrême-Nord.

En une douzaine de minutes, Paul Biya a fait le tour des enjeux de l'élection à venir pour les populations de l'Extrême Nord : « Si j'ai choisi de venir en campagne chez vous à Maroua, c'est pour vous dire toute l'estime que je porte à votre région. Et pour dire aussi mon engagement à lui faire profiter des grandes opportunités qui s'offrent à notre pays », a indiqué Paul Biya, avant de renchérit : « Vous étiez en première ligne face à un envahisseur barbare qui détruisait, pillait, tuait, vous n'avez pas cédé. Vous avez résisté autant qu'il était possible, vous avez soutenu nos forces de défense et de sécurité, les comités de vigilance ont joué un rôle essentiel dans cette lutte. Maintenant que l'ennemi est hors de nos frontières, nous devons reconstruire ». Il faut souligner que durant ce meeting, des slogans plutôt cu-

rieux ont réussi à se glisser dans le champ visuel du président de la République. Il en est ainsi de banderole tenue par deux jeunes filles et arborant le message suivant : « Nous ne sommes pas des moutons ». Une image qui est devenue tout de suite virale.

Alors que l'insécurité en milieu urbain est une épine dans le pied des autorités de la partie septentrionale, à Garoua surtout mais Maroua aussi, la venue du chef d'Etat a permis aux populations de l'Extrême Nord d'oublier le temps d'un meeting les assassins ou encore les agressions qui font souvent la Une des médias locaux. En effet, plus de 300 soldats de la garde présidentielle venus de Yaoundé quadrillent la ville et ses environs depuis la semaine dernière. Les mobilisés jour et nuit font régner l'ordre et la sécurité pour le grand bien des populations. Et sur le plan de l'hygiène et de la salubrité, la ville étincelante embaume d'un parfum de propreté qui chatouille agréablement les narines des citoyens. Et c'est une bonne chose. En revanche, alors que de nombreux militants et partisans du RDPC se réjouissaient de la venue du chef de l'Etat, d'autres ont goûté à la



Des slogans anti-renouveau arborés

pilule amère de la frustration. Au quartier Domayo par exemple, selon certains témoignages des populations, des éléments de l'Equipe Spéciale d'Intervention Rapide (ESIR) sont intervenus dans la nuit du 28 Septembre 2018, précédant l'arrivée du président de la République, pour intimider l'ordre aux commerçants de ne point ouvrir leurs échoppes, au

risque pour les contrevenants de s'exposer à de sévères représailles. Résultat, durant toute la journée du 28 septembre les boutiques du marché central étaient presque toutes fermées. Faute de pouvoir faire leurs emplettes quotidiennes, les citoyens ont été aussi priés de se rendre en masse au stade municipal pour s'abreuver de promesses électorales.

Par ailleurs, des élèves et des étudiants ont été mobilisés et ont dû « sécher » de longues heures sous le soleil de l'Extrême-Nord pour accueillir le chef de l'Etat. Enfin, les usagers qui souhaitaient se rendre à Maroua ou en sortir ont été bloqués de 6h du matin à 17h de l'après-midi, devant ainsi renoncer à leurs projets du jour.

Félix Swaboka

Discours de Paul Biya à Maroua

Mesdames, Messieurs, Laissez-moi d'abord vous remercier, et à travers vous, l'Extrême-Nord, pour les cadeaux symboliques qui nous ont été offerts, à mon épouse et à moi-même.

Monsieur le Gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, Monsieur le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Maroua, Monsieur le Président de la Coordination régionale de la Campagne dans l'Extrême-Nord, Autorités traditionnelles et religieuses,

Mes chers compatriotes de l'Extrême-Nord,

Mesdames, Messieurs, Permettez-moi tout d'abord de remercier le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Maroua pour ses chaleureux mots de bienvenue. Ils expriment les liens profonds qui m'unissent aux populations de l'Extrême-Nord, dont le soutien ne m'a jamais fait défaut.

Mes remerciements vont également au Président de la Coordination régionale de la Campagne dans l'Extrême-Nord pour les mots aimables qu'il vient d'avoir à mon endroit et à celui de mon épouse. Nos relations ont toujours été empreintes de franchise cordiale et de confiance. Merci pour la chaleur de votre accueil. Mes chers compatriotes de l'Ex-

trême-Nord, Merci d'être venus si nombreux m'accueillir ici à Maroua. Vous avez bravé le soleil, la chaleur et les distances, pour venir à ma rencontre. De tout cœur, je vous dis merci. Merci pour toutes vos marques d'amitié et d'attachement fraternel qui

Si j'ai choisi de venir en campagne chez vous, à Maroua, c'est pour vous dire toute l'estime que je porte à votre région. Et vous dire aussi mon engagement à lui faire profiter des grandes opportunités qu'offre actuellement notre pays. Au cours des dernières années, vous avez été en première ligne. Et vous n'avez pas cédé.

Face à un envahisseur barbare qui détruisait, brûlait, tuait, vous avez résisté autant qu'il était possible. Vous avez soutenu nos forces de défense et de sécurité. Les comités de vigilance ont joué un rôle essentiel dans votre résistance. Maintenant que l'ennemi a été repoussé hors de nos frontières, il nous revient de reconstruire, de faciliter le retour des déplacés et de tout faire pour recréer les conditions d'une vie normale sous ses différents aspects, administratifs, scolaires, économiques et sociaux.

Il nous faudra toutefois rester vigilants, les terroristes n'ayant pas renoncé à fomenter des attentats-suicides toujours difficiles à prévenir.

Mes chers compatriotes de l'Extrême-Nord, Maintenant que la menace s'éloigne, une tâche exaltante se présente à nous dans le proche avenir. Ce n'est ni plus ni moins que gagner, ensemble, la bataille du développement. Vous ne manquez pas d'atouts. Dans le domaine de l'énergie, les anciens barrages hydro-électriques seront remis à niveau. D'autres entreront en service. Des installations solaires, plus faciles à mettre en œuvre, viendront compléter. Vous disposerez ainsi de l'énergie indispensable à l'électrification des zones rurales et au fonctionnement de vos industries.

Tout laisse penser que votre sous-sol est riche en minerais et en pétrole. Il conviendra de donner un nouvel élan à la prospection et, par la suite, à l'exploitation. Certaines de vos terres sont fertiles et se prêtent à des cultures industrielles à grande échelle. C'est le cas, suivant les zones, du riz et du coton dont il faudra étendre les emblavures. Nous ferons ainsi reculer les pénuries alimentaires et donnerons à notre industrie textile la taille qui devrait être la sienne, avec les retombées prévisibles pour l'emploi. Je dois également mentionner vos grands espaces propres à l'élevage et à la production de lait et de viande, ainsi qu'à la culture des céréales. Sur ces

différents points, des progrès sont manifestement possibles.

Dès que la paix sera partout consolidée, il conviendra également de redonner au tourisme dans votre région une nouvelle chance. Nos parcs et nos réserves n'ont en effet rien perdu de leur attrait.

Tout ceci nécessitera la construction d'infrastructures diverses qui font parfois encore défaut : routes, ponts, entrepôts, installations frigorifiques, etc. Et pourquoi ne pas le dire : est-il irréaliste de penser que d'ici peu une ligne de chemin de fer reliera N'Gaoundéré à N'Djamena via Kousséri ? Je ne le crois pas. Je vous laisse imaginer l'impact d'une telle réalisation pour votre région et pour les échanges avec nos voisins. Soyez assurés que je ne perdrai pas ces problèmes de vue.

Mes chers compatriotes l'Extrême-Nord, les prochaines années seront capitales pour le Cameroun et en particulier pour votre région. Nous avons traversé bien des épreuves pour arriver là où nous en sommes. La plupart nous ont été imposées par l'environnement international : la crise de 2008, la chute des cours du pétrole et des matières premières notamment. D'autres, à partir de notre voisinage immédiat, telles les attaques de Boko Haram ou les incursions des bandes armées à

notre frontière orientale. Et enfin, celles qui tiennent à l'insécurité provoquée par un mouvement sécessionniste dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Je crois pouvoir dire que nous avons surmonté le plus dur de ces épreuves. Mais, il nous reste évidemment à restaurer la paix dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, meurtries par les exactions des sécessionnistes. En apportant à nos compatriotes de ses deux régions toutes les satisfactions qu'elles sont en droit d'attendre et en les protégeant contre les excès de ces soi-disant libérateurs, nous démontrerons que leur avenir se trouve bien au sein de notre République.

Nous pourrions alors poursuivre notre marche en avant en saisissant toutes les « grandes opportunités » qui s'offrent à nous. Mais, il nous faudra pour cela rester unis et solidaires, manier à la fois la fermeté et le dialogue et demeurer fidèle à notre idéal démocratique.

Dans ces conditions, je pense que rien ne pourra faire dévier notre grande et belle Nation de sa route vers la prospérité et le progrès social. Je sais pouvoir compter sur vous pour faire, le 07 octobre prochain, le choix qui nous permet d'avoir de notre côté « la force de l'expérience ».

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé au Cameroun

Disponible dans vos Kiosques Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire

Kambo-Cassi

La ligne de haute tension déplace la chefferie

Pendant ce temps, l'énergie électrique continue de se faire attendre.

Depuis 2012, en attendant la relocalisation du village Kambo-Cassi ainsi que la construction des maisons d'habitation, le chef du village de ce village de la région de l'Est dans le département du Lom et Djérem, Arrondissement de Belaba, avait anticipé en bâtissant déjà les logements qui accueillent aujourd'hui sa petite famille. Les cases construites par Electricity development corporation (EDC) elles, ne sont arrivées qu'après l'engagement du chef de quitter le bord gauche de la route pour la droite, selon que l'on vient de Bertoua ou de Deng Deng.

La réalité est que la construction du barrage de retenue d'eau de Lom-Pangar, et surtout de l'usine de pied, est venue changer le quotidien du petit village situé entre Kano (grand village) et Deng Deng (groupe-ment), à près de 80 km de Bertoua.

Évidemment, au-delà du changement de site, ce sont également les «pouvoirs mystico-traditionnels» qui ont été déplacés vers l'autre bord de la route.



Les habitations construites par EDC

Dans la foulée, le petit village attend toujours que les promesses d'Edc se réalisent car, n'eût été la proactivité du chef de Kambo-Cassi, comme l'explique Brigitte Ndengue son épouse, le village aurait eu ses quatre cases un peu

trop tard. Ici, on attend en outre le séchoir, l'école et le forage alors que la dernière visite des responsables d'Edc remonte au 08 Août 2018.

Qu'à cela ne tienne, on ne regrette pas la présence à Kambo-Cassi de ces mai-

sons peintes en bleu qui sont toujours vides, et qui viennent fort heureusement compléter les maisons actuelles et le hangar qui constituent le hameau du Chef. Et même si l'électricité est encore un rêve lointain, la petite famille du

chef se plaint dans la petite chasse et la petite pêche, et surtout à l'agriculture de subsistance. Les lignes de haute tension quant à elles continuent d'attendre les premiers kW.

Hervé Ndongbong

Destinations touristiques

Douala en pole position

La capitale économique enregistre un pourcentage de 43%.

Selon le rapport 2018 de Hospitality sur le secteur de voyage et de tourisme, le tourisme domestique au Cameroun n'a pas fait un grand bond. Quoique le plus important est que la situation de crise dans laquelle se trouve le pays ne lui a pas permis de voir le secteur régresser.

Vue d'ensemble, les villes les plus sollicitées sont Douala et Yaoundé. Elles enregistrent respectivement un pourcentage de 43% et de 29%. Kribi vient

à leur suite avec 14%, «alors qu'elle devrait normalement connaître une hausse avec ce qui se passe au Sud-Ouest et au Nord-Ouest », croit savoir le rapport. Quant à la ville de Limbe, elle a connu une chute et a atteint 5% et puis Maroua 4%. Pour Yanmarie Mintsa, Directeur Jumia Travel Cameroun, il s'agit là «des retombées des différentes crises par lesquelles passe le Cameroun».

D'après le document numérique rendu public par Jumia Cameroun il y a

quelques jours, le Cameroun connaît une grande avancée dans le secteur, lorsqu'on regarde 10ans en arrière. « Prenons seulement le cas des arrivées de touristes qui sont passées de moins de 500 000 à plus d'un million aujourd'hui; ou encore le nombre de sites touristiques recensés sur le territoire », argue Diane Audrey Ngako, Fondatrice de Visitez l'Afrique, une plateforme numérique, interactive et collaborative, dédiée au tourisme et à la culture sur le continent

africain. Seulement, le pays peut faire mieux si les conditions s'y prêtent, notamment avec la question de visa qui est selon Jumia, un véritable frein à l'entrée des touristes. « Il coûte beaucoup trop cher et il empêche les étrangers de venir chez nous. On pourrait d'ailleurs proposer un visa à l'entrée comme au Kenya, ce qui faciliterait les choses », propose Diane Audrey Ngako.

Toutefois, il convient de rappeler que le rôle des agences de voyages en

ligne prend de l'ampleur depuis l'installation de multinationales dans le pays. Du coup, les camerounais vont en ligne pour rechercher des informations sur les destinations touristiques, à la recherche des offres et des réductions sur les hôtels et les compagnies aériennes. « Un tourisme local commence à se développer et apporte un optimisme pour tout le secteur touristique », ajoute la fondatrice de Visitez l'Afrique.

Michèle Ebongue

Douala

La Communauté Urbaine octroie des contrats de collecte des ordures ménagères à de nouvelles entreprises

Les entreprises Cameroun Alert System Sarl, Buil Pa Bus.Co, et le groupement Genelcam Sarl & Ets New Generation ont remporté un appel d'offre de la communauté urbaine de Douala (CUD), relatif à des prestations de services d'hygiène et salubrité dans le capital économique camerounaise.

Selon les termes des contrats qui les engagent, elles se chargeront précisément de la pré-collecte des déchets, c'est-à-dire, du ramassage des ordures ménagères dans les quartiers à accès difficiles. Le montant de la transaction est annoncé à 1,4 milliard de FCFA, pour une période de 14 mois.

Selon le communiqué du ministère des Marchés publics qui donne l'information, ce montant sera attribué en 4 lots. Le premier et le troisième lot sont affectés à Cameroun Alert Système Sarl pour un montant total de 872 millions de FCFA. Les deuxième et quatrième sont affectés respectivement à Buil Pa Bus Co et Groupement Genelcam pour 245 et 287 millions de FCFA chacun. Ces contrats interviennent dans un contexte marqué



par l'ouverture du secteur de la collecte et traitement des ordures qui, sur plusieurs décennies, était dominé par la société

d'hygiène et de salubrité du Cameroun (HYSACAM). Malgré les efforts de cette dernière, des populations de grandes villes comme

Douala ou Yaoundé, se plaignent de manquements dans ses prestations.

La Communauté Urbaine

de Douala n'indique pas si ces types de contrats deviendront récurrents.

Oscar Onana

Haut Nyong-Kadey

Acefa offre près de 191 millions aux producteurs

La cérémonie de remise des chèques aux organisations de producteurs était co-présidée par le délégué régional de l'élevage, des pêches et des industries animales et celui de l'agriculture et du développement rural de l'Est.

La seconde cérémonie de l'année en cours 2018, a permis de remettre des chèques d'un montant global de plus de 146 millions à 26 organisations de producteurs venant des départements du Haut Nyong et de la Kadey à l'Est. Selon un responsable régional d'Acefa, Ces financements de projets d'investissement à l'égard des organisations de producteurs,

ont pour but de promouvoir l'entrepreneuriat agricole et d'augmenter la production et la transformation dans les filières à travers le financement des projets d'investissements productifs.

Le déploiement du dispositif de financement concerne l'ensemble des départements couverts par le dispositif d'appui conseil et dont les groupements ont présenté un projet de groupe explicite, perti-

nent, avec des résultats économiques satisfaisants. L'appui aux groupements de fait selon les responsables d'Acefa, sous forme de subventions devant permettre aux producteurs de prendre une position significative dans les filières de productions agro-pastorales et halieutiques. Le financement des projets vise le développement et la modernisation de l'appareil de production, ainsi que le renforcement des in-

frastructures agricoles. Aussi, les organisations de producteurs qui en bénéficient sont accompagnées et suivies dans le cadre de l'appui conseil fourni par Acefa depuis au moins un an. Auprès de la cellule de communication de Acefa, Inès Wendji précise que : " les attributions de subventions accordées oscillent entre cinq cent mille et six millions pour ce qui est des projets des organisations profession-

nelles agro-pastorales." Pour répondre aux besoins des producteurs, les deux phases d'Acefa ont permis de déployer près de 2000 conseillers de proximité auprès de plus de 18000 organisations de producteurs à travers le pays. Notons ici que, plus de 3500 projets d'investissements des organisations de producteurs ont été financés depuis 2010 pour plus de 12 milliards de francs CFA.

BossisEbo'o

Filière cotonnière

2.250 tonnes d'engrais pour les producteurs de coton

Ce don spécial du chef de l'Etat aux producteurs de la Confédération nationale des producteurs de coton du Cameroun entre dans le cadre du Plan d'Urgence Triennal.

Dans la foulée des actions d'envergure entreprises ces dernières années par le gouvernement camerounais sous l'impulsion du chef de l'Etat ; dans le cadre du Plan de redressement de la filière coton qui fait face, depuis quelques années déjà, à une crise tant structurelle que conjoncturelle, les producteurs de coton des trois régions septentrionales du pays, regroupés au sein de la Confédération nationale des producteurs de coton du Cameroun (Cnpc-C), viennent de se voir octroyer un important stock d'intrants agricoles. 4.500 sacs de 50 kg d'engrais ; soit 2.250 tonnes, viennent en effet de leur être remis des mains du ministre en charge de l'Agriculture et du Développement rural (Minader), Henri EyebeAyissi. C'était à l'occasion de la visite de travail qu'effectuait dans la région du Nord le chef du département ministériel en charge

de l'Agriculture, entouré, entre autres, du gouverneur de la région du Nord, Jean Abate Edi'i.

Comme le relèvera à l'occasion le Minader, « la filière coton constitue une filière stratégique d'une importance indéniable tant pour l'économie septentrionale que nationale ». La filière, révélera-t-il, fait vivre en ce moment 300.000 familles. « La Société de Développement du coton (Sodecoton), renchérit-il, est le poumon économique du septentrion ». La Sodecoton dont la production, actuellement, tourne entre 240.000 et 280.000 tonnes par an et qui envisage d'atteindre 600.000 tonnes d'ici l'horizon 2025.

Malheureusement, indiquera le ministre EyebeAyissi, l'entreprise fait face, depuis un certain temps déjà, à une crise structurelle et conjoncturelle ayant, entre autres, pour causes, l'enclavement des zones et bassins de production, la vétusté des usines d'égrenage et de fi-



Le vice-président du Conseil d'Administration de la Cnpc-C recevant symboliquement un sac d'engrais des mains du ministre Henri Eyebe Ayissi.

lature, la chute du cours du coton sur les marchés internationaux, le coût élevé de l'engrais et autres intrants, la fuite de la production vers le grand pays voisin.

C'est fort de cette situation que le chef de l'Etat, Paul Biya, a mis sur pied le Plan

de redressement de la filière qui bénéficie d'une dotation de 38,452 milliards de francs Cfa attribués au Fonds de roulement de la Sodecoton. D'autres actions d'envergure ont été en outre entreprises, à l'instar de la nomination d'un nouveau responsable

à la tête de l'entreprise, l'octroi de subventions spéciales aux producteurs pour l'amélioration et l'accroissement de leurs productions, la distribution des engrais et matériels agricoles.

Félix Swaboka

Marché de la BEAC

Les investisseurs redeviennent moins exigeants sur la rémunération attendue des titres publics camerounais

Le Trésor public de la République du Cameroun a procédé, le 26 septembre 2018, à une nouvelle émission de bons du Trésor assimilables (BTA) sur le marché des titres de la BEAC, réussissant à mobiliser l'enveloppe de 10 milliards FCFA, sollicitée.

Selon le communiqué rendu public par le gouvernement camerounais, au terme de la séance d'adjudication, le taux d'intérêt moyen exigé par les investisseurs sur cette opération a été de 2,5%, correspondant à la moyenne globale de rémunération des titres camerounais sur ce marché avant les pics de 3 à 3,5% atteints en

2017.

Cette baisse du taux d'intérêt sur les titres camerounais peut s'expliquer par le fait qu'on s'achemine vers la fin des programmes annuels de levées de fonds par les Etats de la CEMAC sur ce marché, avec l'approche de la fin d'année, ce qui rend la demande moins abondante qu'en début ou en milieu d'année.

Oscar Onana



Interview Ahmad Ahmad

« La CAF prendra sa décision pour la CAN 2019 après la présidentielle camerounaise »

Le président de la Confédération africaine de football revient sur les nombreux défis de l'organisation, dont l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations 2019.



Président de la Confédération africaine de football (CAF) depuis mars 2017, le Malgache Ahmad Ahmad est un homme qui gère des dossiers brûlants : la future Coupe d'Afrique des nations (CAN) prévue au Cameroun, l'indispensable professionnalisation du football africain, la réforme de l'instance qu'il dirige, l'échec des sélections du continent à la Coupe du monde en Russie. Il revient sur tous ces points alors qu'un comité exécutif de la CAF est en train, vendredi 28 septembre, d'éplucher au Caire le rapport d'audit sur l'avancement des travaux au Cameroun en vue de la Coupe d'Afrique des nations en 2019.

Que va-t-il sortir du comité exécutif de la CAF ? Il ne se passe pas une semaine sans que l'organisation de la CAN au Cameroun ne soit remise en cause...

En août, une commission technique de la CAF et une société d'audit ont passé plusieurs jours au Cameroun pour une visite d'inspection. La CAF n'effectuera aucune communication quant à la décision qui sera prise avant la présidentielle camerounaise du 7 octobre. Nous ne voulons pas perturber la campagne. En 2017, la CAF avait attendu la fin de la présidentielle au Kenya pour annon-

cer sa décision de lui retirer l'organisation du Championnat d'Afrique des nations [CHAN]. Ce n'est pas moi qui vais décider seul si le Cameroun peut organiser ou non la compétition. Nous ne sommes plus dans un système de gouvernance dictatorial, où toutes les décisions étaient prises par une personne. A la CAF, il y a des compétences, des experts. Les décisions sont prises de façon collégiale.

Le Maroc est souvent présenté comme l'unique recours en cas de défaillance du Cameroun...

Oui, mais pourquoi ne parle-t-on pas de l'Afrique du Sud ou de l'Egypte ? Ces pays disposent de toutes les infrastructures nécessaires.

La CAN à vingt-quatre équipes ne risque-t-elle pas de limiter le nombre de pays capables de l'organiser ?

Il ne faut pas voir les choses ainsi. Beaucoup de pays veulent accueillir la CAN. L'organisation de cet événement peut permettre à des Etats de moderniser ses infrastructures sportives bien sûr, mais pas seulement : ses transports, hôpitaux, communications. Une CAN à vingt-quatre, c'était une volonté des acteurs du football africain. Il y a un cahier de charges précis. Les pays can-

didats sont au courant des exigences. Quand il y a une volonté, on peut faire de grandes choses.

Récemment, des incidents, parfois mortels, ont été recensés dans des stades en Gambie, à Madagascar et en Angola. Comment mieux lutter contre ces problèmes de sécurité ?

La CAF est là pour aider les fédérations qui organisent des matchs. On peut envoyer des experts, des bénévoles, mais elle ne peut pas tout faire. J'ai été choqué par les événements que vous avez cités. L'organisation des matchs demande beaucoup de rigueur et certains Etats doivent moderniser leurs stades. Sinon, il y aura un football africain à deux vitesses alors que c'est une véritable passion en Afrique. Le sport, et le foot en particulier, est un levier important pour l'éducation, pour la jeunesse, pour l'économie. J'ai été sensible à l'idée d'Emmanuel Macron, qui souhaite financer des projets sportifs en Afrique via une plate-forme. Nous avons des contacts avec la Banque mondiale, l'Agence française de développement [AFD] notamment.

Qu'en est-il de votre souhait de professionnaliser le football africain ?

Ce n'est pas un souhait, c'est

une obligation ! Un passage nécessaire pour le rendre plus compétitif. Il faut que les championnats professionnels se mettent en place dans le plus grand nombre de pays. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, les pays d'Afrique du Nord, l'île Maurice, l'Afrique du Sud l'ont fait. Globalement, cela fonctionne bien. Il faut que les championnats se déroulent de manière régulière. Mais dans certains pays, les championnats n'ont pas de statut professionnel, alors que les joueurs vivent à 100 % du football. Et certains peuvent en profiter pour quitter un pays sans en avertir les dirigeants. Il faut donc que les choses soient plus structurées : des championnats plus forts, des joueurs avec un vrai statut, de meilleures infrastructures, des dirigeants et des entraîneurs mieux formés. Dans ces conditions, les footballeurs seront moins tentés par l'exil et le niveau sera plus relevé.

Comment expliquez-vous l'échec des sélections africaines lors de la Coupe du monde ?

Le talent n'est pas toujours suffisant. Aucune équipe n'a passé le premier tour, mais il y a eu de bonnes choses malgré tout. Ce n'est pas un échec total. Mais il est vrai que les sélections africaines ont encaissé trop de buts en fin de match. Un match, c'est quatre-vingt-dix minutes, plus le temps additionnel. Je pense qu'il faut améliorer les préparations mentale et physique. Il faut aussi davantage de stabilité. Changer trop souvent de sélectionneur n'est pas une bonne solution.

Lors la Coupe du monde, la France a été présentée par certains comme la sixième équipe africaine de la compétition. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

J'ai été étonné. Il y a des joueurs français d'origine africaine, c'est vrai, mais ils sont nés en France, qui est une ancienne puissance coloniale. Cela fait longtemps qu'il y a des joueurs d'origine africaine chez les Bleus.

Pourquoi toujours chercher des polémiques ? Et souvent, ceux qui tiennent de tels propos sont persuadés de connaître l'Afrique, alors qu'ils n'y vont qu'une fois par an en vacances. Moi qui suis africain et vis sur le continent, je n'ai pas la prétention de le connaître parfaitement. Il est tellement vaste, il y a tellement de cultures, de diversité. C'est un continent complexe.

Quel mode de gouvernance voulez-vous incarner ? Avez-vous des contacts avec votre prédécesseur, Issa Hayatou ?

J'ai voulu faire de la CAF une institution démocratique, où tout ne dépend plus d'un seul homme. Il existe en interne différentes commissions et toutes sont très actives. Le partage des responsabilités, y compris les miennes, est une évidence. Il faut échanger, écouter. J'ai remarqué, après avoir pris mes fonctions, que des dirigeants du football africain attendaient les instructions d'en haut. Je veux au contraire qu'ils anticipent, proposent, émettent des avis. Sinon, je n'ai eu aucun contact depuis mon élection avec mon prédécesseur alors qu'il avait déclaré être prêt à m'aider. Je ne le regrette pas. Chacun a son mode de fonctionnement. La seule fois où il a parlé de moi, c'était après que j'ai regretté, en août 2017, l'inertie du Cameroun à propos des travaux en vue de la CAN 2019.

Vous avez été sénateur et ministre à Madagascar. Envisagez-vous de refaire de la politique quand vous ne serez plus président de la CAF ?

Je me concentre sur mon mandat actuel. Ce dont j'ai envie, pour l'avenir, c'est de rentrer chez moi, à Mahajanga, et d'être utile pour ma ville. C'est un projet que j'avais déjà bien avant mon élection à la CAF. Je ne sais pas encore de quelle manière, mais j'aimerais jouer un rôle actif à Mahajanga. Il y a beaucoup à faire.

Avec Lemonde Afrique

Can 2019

Roger Milla répond à Ahmad

Invité à Garoua avec ses coéquipiers par l'entreprise Prime Potomac, le footballeur africain du siècle s'est montré amer sur la dernière sortie du président de la Caf.

Avec son franc-parler habituel, l'Ambassadeur Itinérant n'est pas passé par quatre chemins pour accuser l'instance le président de la Caf d'avoir un plan visant à retirer l'Organisation de la Can 2019 au Cameroun. « Personne ne peut influencer le Cameroun, personne ne peut donner des ordres au Cameroun, Je crois qu'on a donné la CAN au Cameroun, les choses sont en train d'avancer. On ne peut pas pendant que nous avançons mettre la pression. Le gouvernement camerounais, s'est donné des moyens pour pouvoir construire d'autres stades alors qu'aucun pays en Afrique ne l'avait jamais fait. En un an et demi on est plus à 18 mais à 24 équipes, nous avons fait des efforts, je suis satisfait de notre visite ce matin, des avancements des travaux. A Olembe à Yaoundé, c'est presque terminé, à Japoma aussi. Donc si le président de la CAF, pense



Les anciens lions à Garoua

qu'il est l'homme le plus puissant d'Afrique au football, je pense qu'il se trompe. S'il veut enlever la CAN au Cameroun, les autres pays ne seront pas d'accord avec lui, et il le sait. Qu'il arrête de menacer le Cameroun nous sa-

vons nous-mêmes, que nous devons accentuer les travaux».

Roger Millapense que le Cameroun a les moyens d'organiser la Can 2019. « Nous ne sommes pas à la première CAN organisé au Cameroun, on a organisé celle

de 1972. On a organisé la CAN féminine, et d'autres compétitions et tout s'est toujours bien passé. Ils étaient les premiers à témoigner que la CAN féminine était la meilleure d'Afrique. Je suis amer pour cela parce qu'un président

de la CAF n'a pas le droit de parler de la sorte d'un pays, qu'il laisse d'autres personnes comme les journalistes s'exprimer mais lui il doit se garder en tant que président de la CAF ne pas porter ces insultes ».

Felix Swaboka

Championnats européens

Stéphane Bahoken offre trois points à Angers

En Liga espagnole, TokoEkambi a enfin ouvert son compteur but. L'attaquant de Villareal a marqué le troisième but de son club face à l'Athletic Bilbao.

Les matches comptant pour la septième journée de Ligue 1 se sont joués mardi et mercredi derniers. En déplacement à Monaco, Angers a remporté la partie (0-1). Stéphane Bahoken a inscrit l'unique but de la partie, à la 27ème minute. Flavien Tait a pris de vitesse Sidibé sur le flanc gauche et a centré en retrait pour Stéphane Bahoken, qui a contrôlé et enchaîné directement avec une frappe puissante. Il a ainsi trompé le portier adverse. Les Monégasques sont passés à côté de leur rencontre pendant qu'Angers a bien rentabilisé ses moments forts.

Dans le même temps, Nice s'est imposé sur le score de 2-1 face au FC Nantes ! Plus entreprenants, les Aiglons ont fait la différence grâce à Christophe Jallet et Jean-Victor Makengo,

et avec un Saint-Maximin en feu. Adrien Tameze, titulaire dans l'entrejeu niçois, a fortement contribué à cette victoire.

Lors de cette septième escale de Ligue 1, Amiens s'est imposé 2-1 contre Rennes. L'attaquant breton, Jordan Siebatcheu, titulaire à l'entame du match, est sorti à la 64ème minute, remplacé par Zeffane. Avant de sortir, l'avant-centre camerounais a joué de malchance. A la huitième minute, il a sauté plus haut que Gouano sur un centre de Traoré, mais sur ce coup de tête, le portier Gurtner a réalisé un arrêt réflexe. Le milieu de Rennes Léa Siliki était remplaçant.

Bordeaux a dominé Lille 1-0. Les Bordelais ont été en réussite face aux Lillois. Côté Girondins, Aurélien Tchouameni et Maxime Poudjé, tous titulaires, ont participé à cette victoire. Le



Stéphane Bahoken

jeune milieu camerounais Aurélien Tchouameni est sorti à la 71ème minute, remplacé par Corneluis. C'est sans son laté-

ral, OyongoBitolo, que Montpellier a tenu Caen en échec (2-2). Côté Caennais, Malick Tchokounté, était bien titulaires, mais

l'attaquant camerounais n'a toujours pas trouvé le chemin des buts.

K.J

Tchad

Recrudescence des attaques de Boko Haram

Les environs du lac Tchad sont régulièrement la cible d'attaques de Boko Haram, comme ici à Ngouboua, en avril 2015.

Une attaque d'éléments de Boko Haram dans la nuit de vendredi 28 à samedi 29 septembre a fait six morts sur la rive nord du lac Tchad, et dix-sept jihadistes abattus. Cette attaque illustre une recrudescence des actions des islamistes qui semblaient avoir été défaits il y a deux ans, même si le Tchad est relativement épargné.

C'est la troisième incursion jihadiste sur le territoire tchadien en quatre mois. Dans la nuit de vendredi à samedi, les localités de Moussarom et Ngueleya, sur la rive nord du lac Tchad, dans l'ouest du pays, ont été attaquées. On dénombre six morts du côté des loyalistes. Ce sont des militaires, des

douaniers et des agents des Eaux et Forêts. La contre-offensive des forces tchadiennes leur a permis d'abattre dix-sept jihadistes.

Dernière attaque fin juin
La dernière attaque de jihadistes dans le territoire tchadien remonte à la fin juin. Dix-huit paysans qui avaient tenté de regagner leur village avaient été égorgés, obligeant les autorités à faire remonter le niveau d'alerte qui avait considérablement baissé.

Boko Haram s'est-il reconstitué ?

Après la fin de la campagne militaire contre Boko Haram il y a deux ans, les observateurs avaient indiqué que la secte, vaincue militairement et en proie à des dissensions,



Recrudescence des attaques de Boko Haram

avait perdu en capacité de nuisance. Mais depuis six mois, la fréquence des attaques dans les quatre pays riverains du lac

Tchad (Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad) laisse penser, selon le même spécialiste, que le mouvement jihadiste qui

contrôle encore des territoires a eu le temps de se reconstituer.

Source Rfi Afrique

RDC

Les opposants affichent leur «pacte» et leur unité

Des supporters de plusieurs candidats de l'opposition se sont rassemblés pour un meeting commun à Kinshasa, ce samedi 29 septembre 2018.

Des milliers de Congolais se sont rassemblés sur l'esplanade du stade des martyrs à Kinshasa, samedi 29 septembre. Un meeting au cours duquel sept leaders de l'opposition ont posé leurs conditions pour éviter que l'élection du 23 décembre ne soit « une parodie » ; et confirmé leur promesse de se mettre d'accord sur un candidat commun.

C'est une démonstration d'unité qu'ont voulu faire les leaders de l'opposition congolaise ce samedi. Ils ont pris la parole à tour de rôle, entre 5 et 10 minutes pour marteler les mêmes idées : rejet du fichier électoral actuel, qui comporte selon eux 10 millions d'électeurs fictifs. Rejet aussi de la machine à voter, qualifiée une fois de plus de machine à voler et même d'outil de sorcellerie par Moïse Katumbi, qui tout comme Jean-Pierre Bemba s'exprimait par vidéo-confé-

rence.

Ces opposants ont, surtout, rappelé leur détermination à se trouver un candidat commun, s'appelant régulièrement « mon camarade » ou encore « mon frère » les uns les autres dans leurs interventions. « Nous avons fait un pacte », a expliqué Felix Tshisekedi. Le pacte « de ne pas trahir le peuple congolais », qui appelle cette unité de ses vœux.

« Sachez qu'à partir d'aujourd'hui, le camarade Jean-Pierre Bemba, le camarade Vital Kamerhe, le camarade Freddy Mautungulu, le camarade Moïse Katumbi, le camarade Adolphe Muzito et Felix Tshisekedi, nous venons de constituer une seule famille. Si vous voulez insulter l'un d'entre nous, il faut nous insulter nous tous. Si vous voulez soutenir l'un d'entre nous, il faut nous soutenir nous tous », a-t-il exhorté.

Le choix du candidat commun encore en suspens



Les opposants affichent leur «pacte» et leur unité

Mais pour connaître le nom de ce candidat, qui doit être désigné, il faudra patienter encore. « Ce n'est pas la priorité », a par exemple expliqué Martin Fayulu, pour qui désigner aujourd'hui un candidat sans avoir fait plier les autorités sur leurs revendications

reviendrait à envoyer ce candidat « à l'abattoir ». D'autres, comme Adolphe Muzito, expliquent qu'il faut d'abord prendre le temps de se mettre d'accord sur un programme commun. Le temps aussi de fédérer leurs électeurs respectifs, admet

l'ancien Premier ministre. Car leurs électeurs, tout en appelant l'unité, voudraient chacun que leur leader soit le candidat désigné et cachent parfois mal une certaine méfiance les uns vis-à-vis des autres.

Source Rfi Afrique